

La Chine en Afrique : une nouvelle hégémonie

Jean-Pierre Cabestan

N#2023-01

Janvier 14, 2023

A propos d'Asia Centre :

Fondé en 2005, Asia Centre est un institut de recherche indépendant qui conduit des débats et publications sur les relations internationales, stratégiques et économiques, ainsi que sur les transformations politiques et sociales en cours dans toutes les régions d'Asie-Pacifique. Au carrefour de la recherche universitaire et des prises de décision publiques et privées, les chercheurs d'Asia Centre identifient les enjeux régionaux significatifs et les analysent dans leurs dimensions locale et globale. Ses programmes sont ainsi élaborés en liaison avec un vaste réseau de partenaires, entreprises et grands centres spécialisés européens, américains et asiatiques. Il mène avec ceux-ci des opérations conjointes, pour une meilleure confrontation des idées et des enjeux. Les conclusions de ces rencontres, comme les résultats des travaux menés à partir des sources originales par nos chercheurs, sont largement diffusés via les publications du Centre comme par des revues, ouvrages et médias internationaux.

A propos de l'auteur :

Jean-Pierre Cabestan est directeur de recherche au CNRS rattaché à l'Institut de recherche français sr l'Asie de l'Est (IFRAE) de l'INALCO. Il était de 2007 à 2021 professeur au Département de science politique de l'Université baptiste de Hong Kong qu'il a dirigé de 2007 à 2018. Il est aussi chercheur associé à Asia Centre, Paris ainsi qu'au Centre d'étude français sur la Chine contemporaine de Hong Kong. Nommé officier des Palmes Académiques en 2018, il est depuis 2019 membre correspondant de l'Académie des sciences d'outre-mer (ASOM).

Il a été de 2003 à 2007, rattaché à l'UMR de droit comparé de l'Université de Paris 1. Il a dirigé de 1998 à 2003 le Centre d'études français sur la Chine contemporaine (CEFC) de Hong Kong ainsi que ses publications, Perspectives chinoises et China Perspectives. Il a établi en 1994 et a dirigé jusqu'en 1998 l'Antenne de Taipei du CEFC. Recruté au CNRS en 1983, il a été alors affecté à l'Institut de recherche comparative sur les institutions et le droit, situé à Ivry-sur-Seine. En 1990-1991, il a enseigné la politique chinoise à la School of Oriental and African Studies de l'Université de Londres.

Jean-Pierre Cabestan est docteur d'Etat en droit (Université de Paris 1, Panthéon-Sorbonne, 1988) et diplômé de chinois (Maîtrise de langues et civilisations orientales, Université de Paris 7, Jussieu, 1979) et de japonais (Licence de langues et civilisations orientales, Université de Paris 7, Jussieu 1984).

La Chine en Afrique : une nouvelle hégémonie Jean-Pierre Cabestan¹

14 Janvier 2023

La présence chinoise en Afrique ne cesse de croître. Elle est devenue hégémonique et multidimensionnelle. La Chine n'est pas le seul acteur extérieur sur ce continent, mais elle domine dans plusieurs secteurs, dont celui des infrastructures. Ses prêts et ses échanges commerciaux y sont importants. Sa diplomatie y est proactive, son influence politique croissante et son action culturelle dynamique. Même dans le domaine de la sécurité, la Chine a commencé à poser sa marque, cherchant à devenir également dans ce domaine un partenaire incontournable.

À première vue, l'Afrique ne constitue pas une priorité pour la Chine. Le gouvernement de Pékin accorde chaque jour une attention plus grande à ses principaux partenaires, voisins et rivaux, au premier chef desquels les États-Unis. Le pays entretient en outre des relations économiques autrement plus étroites avec le Japon, la Corée du Sud, Taïwan, qu'il cherche à annexer, les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), l'Inde et même l'Union européenne.

Pourtant, l'Afrique joue un rôle important dans la stratégie d'encerclement et d'affaiblissement du Nord par le Sud suivie par le pouvoir chinois. Fort de 54 États, dont 53 ont des relations diplomatiques avec la République populaire de Chine (RPC) – seul l'Eswatini (ex-Swaziland) reconnaît encore Taïwan –, le continent africain représente plus d'un quart des voix à l'Assemblée générale des Nations Unies, une organisation intergouvernementale dans laquelle la Chine fait preuve d'un grand activisme et d'un puissant entrisme².

L'Afrique possède de nombreuses matières premières utiles à l'économie chinoise. Elle a des besoins énormes en infrastructures et en investissements. Les produits chinois sont davantage à sa portée que ceux en provenance des pays développés et elle cherche à diversifier ses partenariats, s'efforçant de s'extraire des hégémonies néo ou postcoloniales imposées par l'Occident.

La Chine a profité de ces attentes africaines pour rapidement accroître son influence sur un continent où elle est présente depuis les années 1960 mais où, jusqu'à la fin du xx^e siècle, ses diplomates et ses entreprises étaient peu visibles, ses hommes d'affaires, ses ouvriers et ses migrants peu nombreux.

C'est en effet au cours des vingt-cinq dernières années que la République populaire, sous ses différentes facettes, s'est imposée en Afrique comme un partenaire incontournable, d'abord dans le domaine des infrastructures, financées pour la plupart

par des prêts chinois et construites par des ouvriers chinois. Dans le même temps, la Chine est devenue l'un des premiers partenaires commerciaux du continent, lorsque ses entrepreneurs et autres aventuriers ont commencé à s'y implanter.

Elle y a également développé un activisme diplomatique sans précédent, illustré notamment par la création, en 2000, du Forum sur la coopération sino-africaine (Forum on China- Africa Cooperation, FOCAC) et une multiplication des visites de haut niveau sur le continent. En 2004, elle y a amorcé l'implantation des instituts Confucius, destinés à populariser l'enseignement du chinois, mais aussi à faciliter la diffusion du récit du Parti communiste chinois sur la civilisation et l'histoire du pays. Puis, à compter de 2013, à la faveur du lancement des nouvelles routes de la soie par Xi Jinping, les entreprises chinoises y ont renforcé leur présence.

C'est à la même période que Pékin a décidé de jouer en Afrique un rôle plus important en matière de sécurité, en accroissant sa participation aux opérations de maintien de la paix de l'ONU et sa coopération de défense bilatérale, mais aussi en décidant d'apporter un appui direct à l'Union africaine dans le domaine militaire et en établissant en 2017 une base navale à Djibouti. Face à cet activisme multidimensionnel, d'aucuns n'hésitent désormais plus à évoquer une nouvelle forme d'hégémonie de la Chine en Afrique.

Une présence économique croissante

Difficile aujourd'hui de ne pas prendre conscience de la présence économique massive de la Chine sur le continent africain. Ses grandes entreprises publiques, nationales comme provinciales, y ont construit de multiples routes, ports, barrages, stades, palais présidentiels et quartiers d'habitation. Elles sont de plus en plus actives dans le domaine de l'extraction des matières premières, de la bauxite en Guinée au cuivre et au cobalt en République démocratique du Congo.

Ses sociétés privées, comme Huawei et ZTE, dominent le marché des télécommunications, aidant nombre de pays africains à passer de la 3G à la 4G, et encore souvent de la 2G à la 3G, en attendant qu'ils puissent « se payer » la 5G. Les géants des nouvelles technologies Alibaba et Tencent y sont également actifs, proposant des services moins onéreux que leurs concurrents occidentaux.

On estime que depuis 2000 la Chine a prêté 152 milliards de dollars à l'Afrique par l'intermédiaire principalement de deux banques d'État, l'Exim Bank (60 %) et la Banque chinoise de développement (25 %), c'est-à-dire davantage que la Banque mondiale (151 milliards)³. Entre 2000 et 2019, les prêts chinois ont principalement financé des infrastructures routières, ferroviaires et portuaires (48 milliards de dollars), des projets énergétiques (20 milliards), des mines (18 milliards) et l'implantation des technologies de l'information et de la communication (13 milliards).

En 2021, la Chine déclarait avoir construit en Afrique 6 000 kilomètres de routes, 6 000 kilomètres de voies ferrées, 20 ports, 80 centrales électriques, 130 hôpitaux, 45 stades et 170 écoles⁴. Parmi les réalisations les plus spectaculaires, on doit mentionner la voie ferrée Nairobi-Mombasa, mise en service en 2017, et la ligne Addis-Abeba - Djibouti, inaugurée en 2018. Au total, la Chine aurait financé et construit au cours des deux dernières décennies entre 30 % et 50 % de l'ensemble des projets d'infrastructures du continent.

Généralement annoncée de manière triennale lors du FOCAC, l'enveloppe financière accordée par Pékin à l'Afrique n'a cessé d'augmenter, passant de 5 milliards de dollars en 2006 à 60 milliards lors des forums tenus entre 2012 et 2018. Néanmoins, lors du FOCAC de décembre 2021, à Dakar, le président Xi a annoncé pour la première fois une contribution moindre : 40 milliards de dollars. La pandémie de Covid-19 mais aussi la montée des critiques face à l'endettement croissant des pays africains expliquent cette évolution.

Disposant de moins de ressources financières, mais aussi désireux de répondre aux reproches adressés à son encontre par plusieurs pays du continent et surtout par leurs sociétés civiles, le gouvernement chinois préfère dorénavant stimuler les investissements productifs des entreprises chinoises et les exportations africaines vers la Chine, en particulier celles de produits agricoles. Il entend aussi soutenir les petites et moyennes entreprises africaines (10 milliards de dollars de ligne de crédit).

Ces contraintes et nouvelles priorités ont donc conduit à une révision à la baisse des engagements financiers chinois en Afrique et, par conséquent, à celle du développement des routes de la soie (*Belt and Road Initiative*, BRI). En conséquence, le nombre officiel des ouvriers contractuels chinois travaillant en Afrique est passé de 264 000 en 2015 à 104 000 en 2020⁵.

De toute évidence, le nombre de ressortissants chinois installés sur le continent est bien plus élevé, estimé à environ un million. Mais ce nombre est loin d'être fiable, et partout depuis 2017 on observe une contraction de la communauté chinoise, en particulier dans les pays où elle s'était rapidement développée comme l'Algérie, l'Éthiopie, le Sénégal ou la Zambie.

Les échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique ont aussi connu un essor sans précédent. En 2020, les achats chinois représentaient 23 % des exportations africaines – contre 28 % pour l'Union européenne, tandis que ses ventes constituaient 16 % des importations africaines (Union européenne : 28 %). Certes, s'élevant en 2021 à 254 milliards de dollars (importations chinoises : 106 milliards ; exportations chinoises : 148 milliards), ces échanges ne représentent que 4 % environ du commerce extérieur de la République populaire. Néanmoins, la Chine est loin devant les États-Unis ou l'Inde, ces deux pays ne pesant qu'à hauteur de 6 % dans les échanges extérieurs de l'Afrique.

En revanche, la Chine n'est pas encore un investisseur de premier plan en Afrique. Fin 2020, elle y aurait investi de manière cumulée 43,4 milliards de dollars, ce qui ne représente que 2,8 % de l'ensemble de ses investissements directs à l'étranger (IDE). Ceux-ci sont en outre très concentrés chez un certain nombre de partenaires privilégiés comme le Kenya, la République démocratique du Congo, l'Afrique du Sud, l'Éthiopie et le Nigeria.

Parallèlement, le gouvernement chinois déclare avoir créé une centaine de parcs industriels en Afrique. Mais seulement trente d'entre eux sont opérationnels et ils sont loin d'être tous prospères. Les plus attrayants sont ceux d'Accra, d'Addis-Abeba et de Lagos.

Dans le même temps, l'aide chinoise au développement est devenue plus visible, les acteurs n'hésitant pas à afficher le label « Aide de la Chine » ou « China Aid » (*Zhongguo yuanzhu*). Hier comme aujourd'hui, près de la moitié de cette aide est destinée à l'Afrique. Elle représentait 44,65 % de l'enveloppe totale entre 2013 et 2018, contre 45,7 % entre 1950 et 2009, avec un pic entre 2010 et 2012 (51,8 %)⁶.

S'élevant entre 2013 et 2018 à 42 milliards de dollars au total, soit environ 7 milliards par an, cette assistance est principalement constituée de prêts concessionnels (48,52 %, soit 20,2 milliards) et de dons (47,3 %, soit 20 milliards), les prêts sans intérêt se concentrant sur les petits projets (4,18 %, soit 1,8 milliard). Cette enveloppe n'est pas négligeable, mais elle reste très inférieure à celle des grands donateurs de l'OCDE (États-Unis : 42 milliards ; France : 15 milliards, en 2021)⁷. En effet, les dons financiers nets de la Chine à l'ensemble de l'Afrique ne s'élèvent qu'à 1,5 milliard de dollars par an.

La frontière entre l'aide au développement et ce que Pékin appelle la « coopération », c'est-à-dire les projets économiques, est souvent ténue, pour ne pas dire inexistante. D'une part, la nouvelle administration établie en 2018 et destinée à gérer cette aide s'appelle, et ce n'est pas un hasard, l'Agence chinoise pour le développement et la coopération internationale (*Guojia guoji fazhan hezuo shu*, China International Development Cooperation Agency, CIDCA). D'autre part, l'aide chinoise a officiellement pour objectif de stimuler la participation des pays du Sud aux nouvelles routes de la soie⁸. Davantage qu'une Agence française du développement (AFD) à la chinoise, la CIDCA constitue l'annexe à la fois du ministère des Affaires étrangères et du ministère du Commerce.

La Chine est devenue récemment plus attentive au poids de la dette extérieure de ses partenaires du Sud. Il est clair qu'elle n'est pas le seul créancier de l'Afrique, loin de là, puisqu'elle ne détient que 12 % environ de la dette extérieure africaine. Mais en 2020 la Chine contrôlait 62,1 % du montant de la dette extérieure bilatérale africaine, contre 3,1 % en 2000.

Dans certains pays du continent, elle possède une part importante de cette dette : Djibouti (55 %), République démocratique du Congo (42 %), Angola (34 %), Guinée (32 %), Comores (31 %), Cameroun (29 %) et Zambie (25 %). À ces données il convient d'ajouter une « dette cachée » à l'égard de la Chine, certains experts estimant le total des prêts chinois en Afrique entre 2005 et 2021 à 375 milliards de dollars⁹.

Depuis le début de la pandémie de Covid-19, la Chine s'est associée à l'initiative prise par le G20 de suspendre le service de la dette. Elle continue toutefois de préférer restructurer les créances qu'elle détient, à hauteur de 5,7 milliards de dollars, plutôt que d'accorder des abandons de dettes. Par exemple, en août 2022, le gouvernement chinois a annulé, sans en donner le montant, le remboursement de 23 prêts sans intérêt accordés à 17 pays africains¹⁰. Ces prêts étaient toutefois modestes (10 millions de dollars en moyenne).

Plus significativement, le gouvernement chinois a annoncé la même année qu'il avait mis à la disposition du Fonds monétaire international (FMI) 10 milliards de dollars de ses droits de tirage spéciaux (DTS) en faveur des pays africains. Au même moment, il a finalement accepté d'accorder, sous l'égide du G20 et en coordination avec la France, une remise de dette de 2 milliards de dollars à la Zambie, qui lui en doit environ 10 milliards. De nombreux pays du Sud risquent de vouloir profiter d'un dispositif similaire. Cela étant, d'après la China Africa Research Initiative (CARI), la Chine n'aurait annulé que pour 3,4 milliards de dettes entre 2000 et 2019, un montant à mettre en regard des 160 milliards de dollars de prêts consentis entre 2000 et 2020¹¹.

En Afrique comme dans les autres pays du Sud, et même du monde, tirant parti de son essor sans précédent, la Chine a donc clairement donné à l'outil économique la priorité pour accroître son influence internationale, et cela au détriment des anciennes puissances coloniales, des autres partenaires traditionnels comme les États-Unis et le Japon, et des pays émergents, tels l'Inde, le Brésil ou la Turquie.

Un activisme diplomatique et politique

Cette force de frappe économique de la Chine s'est doublée d'un activisme diplomatique inégalé. Le nombre de visites de hauts responsables de Pékin en Afrique dépasse de loin celui de toute autre capitale. De 2012 au début 2020, Xi Jinping a visité 69 pays au cours de 42 voyages, dont 8 pays africains. En retour, le nombre de dirigeants africains ayant effectué une visite en Chine est passé de 47 entre 2000 et 2009 à 172 entre 2010 et 2019 – au cours de la même période, 83 d'entre eux seulement se sont rendus aux États-Unis¹².

Cet activisme n'est pas seulement diplomatique, il est aussi politique. Il passe par l'établissement de relations entre le Parti communiste chinois (PCC) et un grand nombre de partis politiques africains, pour la plupart au pouvoir ou proches du pouvoir. Le PCC entretient des rapports avec 110 partis dans 51 pays africains, dont le Congrès national

africain (ANC) en Afrique du Sud, le Front de libération nationale (FLN) en Algérie et l'Union nationale africaine du Zimbabwe (ZANU). Incluant des échanges de visites mais aussi des cycles de formation en Chine dans les écoles du PCC, ce canal de communication constitue un outil supplémentaire pour influencer les élites et même les « capturer »¹³.

Mais le gouvernement chinois a recours à d'autres « armes magiques », comme on les appelle au sein du PCC, pour atteindre cet objectif et, plus largement, pour influencer les sociétés africaines. Sa politique dite du Front uni, qui consiste à gagner le plus grand nombre d'élites en isolant uniquement les éléments les plus critiques à l'égard de la Chine, l'implantation de sa chaîne de télévision CGTN et de son agence de presse officielle Xinhua, ainsi que son soutien, y compris financier, aux médias africains – certains journalistes africains sont payés par l'ambassade de Chine, par exemple aux Comores – poursuivent le même but : renforcer l'image de la Chine, déterminer le récit africain la concernant, en particulier son histoire et son régime politique, et dénigrer l'action des puissances concurrentes, en particulier celle des pays occidentaux¹⁴.

Pour accroître son influence, la Chine met en avant sa politique de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays, un principe qui est de nature à rassurer les dictateurs et autocrates africains qui s'accrochent au pouvoir. Elle reste toutefois très sourcilleuse sur la question de Taïwan. Ses pressions sur l'Eswatini (ex-Swaziland) et même sur le Somaliland, cet État non reconnu qui a fait scission avec la Somalie en 1991 et qui entretient depuis 2021 des relations politiques de haut niveau avec Taïwan, montrent combien Pékin n'hésite pas à déroger à ce principe.

De même, dans de nombreuses élections africaines, comme au Ghana, au Kenya et en Zambie, la Chine est devenue un thème de campagne, incitant les ambassades chinoises à déclarer et à soutenir leur candidat, et à faire pression sur les électeurs. À cet égard, la victoire de Hakainde Hachilema sur Edgar Lungu lors de l'élection présidentielle en Zambie en août 2021 a constitué un revers pour le pouvoir chinois, le contraignant à s'adapter sans délai à un environnement économique moins favorable. Depuis, de nombreux Chinois ont d'ailleurs quitté la Zambie.

Politiquement, la Chine est favorable à l'intégration africaine. Elle soutient l'Union africaine, avec laquelle elle entretient une relation étroite. Elle a construit le bâtiment de son nouveau siège à Addis-Abeba (Éthiopie), qu'elle a, dit-on, truffé de micros. Elle soutient aussi les organisations africaines sous-régionales comme la Communauté de développement de l'Afrique australe (Southern African Development Community, SADC) ou la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), dont elle a aussi financé la construction du nouveau siège à Abuja (Nigeria).

Néanmoins, Pékin privilégie toujours les relations bilatérales avec les capitales africaines, relations qui, du fait de leur asymétrie structurelle, le placent dans une

position de force. À cet égard, le FOCAC constitue davantage une accumulation de liens bilatéraux qui renforcent la centralité de la Chine qu'un forum réellement multilatéral.

Le développement de l'action sanitaire et culturelle

Dès son arrivée en Afrique, dans les années 1960, la Chine y a régulièrement envoyé des missions médicales. Cette action ne s'est jamais interrompue. En 2021, le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, déclarait qu'au total 21 000 missions médicales actives dans 48 pays africains y avaient soigné 220 millions de personnes. De nos jours, 1 500 médecins et infirmiers chinois sont présents en Afrique.

La Chine n'est pas le seul pays actif dans ce secteur, mais elle cherche à être sur tous les fronts. Ainsi, lors de l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest en 2014 et 2015, elle a pour la première fois envoyé des médecins militaires au Liberia et en Sierra Leone¹⁵. De même, lors de la pandémie de Covid-19 en 2020 et 2021, le gouvernement chinois et ses équipes médicales en Afrique se sont placés dans une position de concurrence directe avec les autres donateurs, distribuant activement leurs équipements de protection et leurs vaccins, pas toujours à titre gracieux cependant.

En matière d'éducation et de culture, outre les 62 instituts Confucius présents dans 48 pays africains, le gouvernement chinois a créé un nombre croissant de bourses (12 000 par an), favorisant une augmentation rapide du nombre d'étudiants africains en Chine – ils étaient 82 000 en 2021. Ce sont autant de moyens qui incitent les jeunes Africains à se tourner plus souvent vers la Chine, sinon pour en apprendre la langue, du moins pour y étudier (généralement en anglais) ou y faire du commerce, et ce en dépit des discriminations raciales dont ils peuvent faire l'objet dans ce pays, notamment à Canton où une notable communauté africaine est aujourd'hui installée.

La contribution chinoise à la sécurité de l'Afrique

C'est d'abord par sa participation aux opérations de maintien de la paix (OMP) des Nations Unies que la Chine a cherché à apporter sa contribution à la sécurité africaine. Cette participation s'est renforcée à compter de 2012, lorsque Pékin accepta pour la première fois d'envoyer des troupes combattantes à Djouba, dans le cadre de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS).

Un an plus tard, elle fit de même au Mali en y déployant, dans le cadre de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), un bataillon d'infanterie basé à Gao. Auparavant, l'Armée populaire de libération (APL) n'affectait aux OMP de l'ONU que des médecins, des ingénieurs, des policiers ou du personnel du génie. Cet engagement plus net de la Chine reste toutefois modeste en effectifs – il représente 3 % de la MINUSMA, par exemple – et surtout prudent, les casques bleus de l'APL évitant le plus possible l'engagement sur le terrain.

C'est ensuite à travers sa participation aux opérations antipiraterie dans le golfe d'Aden, à compter de décembre 2008, que la Chine a commencé à s'impliquer plus directement dans les questions de sécurité du continent africain. C'est d'ailleurs grâce aux escales répétées des navires de la marine chinoise à Djibouti que celle-ci s'est familiarisée avec son port, décidant dès 2013 d'y établir une base militaire¹⁶. Opérationnelle depuis 2017, celle-ci sert surtout de point de transit aux casques bleus chinois et de poste d'observation au cœur de la région troublée de la Corne de l'Afrique.

Les troupes qui y sont basées (entre 1 000 et 2 000 soldats) pourraient un jour intervenir en Afrique ou au Moyen-Orient pour y protéger les intérêts de la Chine ou en évacuer les ressortissants, sur la base de l'expérience acquise, respectivement, par l'armée de l'air et la marine chinoises lors des évacuations des Chinois de Libye en 2011 et du Yémen en 2015. Pour l'heure, cependant, la sécurité des entreprises et chantiers chinois les plus importants est assurée par des sociétés de sécurité privées, souvent dirigées par d'anciens policiers chinois.

À compter de 2015, le gouvernement chinois a voulu accroître son rôle en matière de sécurité en Afrique. À la fin de cette année, Xi Jinping annonçait que son pays apporterait une contribution de 100 millions de dollars à la mise en place d'une force permanente prépositionnée de l'Union africaine (*African Standby Force*).

Dans le même temps, la coopération militaire bilatérale entre la Chine et les pays africains se consolidait, illustrée par la livraison de plus gros matériels à certains d'entre eux – frégates et pièces d'artillerie à l'Algérie, avions d'entraînement à l'Angola, hélicoptères de combat au Cameroun, avions de chasse au Nigeria, chars et missiles au Soudan – et une augmentation du nombre d'officiers africains invités à suivre une formation en Chine. Aujourd'hui, les ventes d'armes chinoises à l'Afrique représentent 17 % des achats de matériel militaire du continent¹⁷.

Le rôle de la Chine en Afrique en matière de sécurité demeure néanmoins bien moins important que celui des États-Unis ou de la France, ou même que celui de la Russie, qui y vend davantage d'armement et, depuis quelques années, y déploie des milices paramilitaires (groupe Wagner) dans plusieurs pays, tels la République centrafricaine, la Libye et le Mali.

...

Multiforme, la présence chinoise en Afrique va donc croissant. Elle est avant tout économique et humaine mais aussi diplomatique, politique, culturelle et militaire. Dans un grand nombre de pays africains, la Chine est parvenue à acquérir une grande influence, captant ses élites à coups de projets d'infrastructures et de promesses de financement. En retour, la majorité de ces États non seulement adhère sans nuance au principe de la Chine unique – incluant Taïwan –, mais elle soutient la Chine sur la

question des droits de l'homme, au sujet de la loi sur la sécurité nationale à Hong Kong ou à propos de la situation au Xinjiang.

D'une manière générale, l'image de la Chine en Afrique reste bonne, quoiqu'elle subisse une légère détérioration du fait de la dette mais aussi de l'opacité persistante de son *modus operandi* (60 % d'opinions favorables en 2020, contre 65 % en 2015). Mais celle des États-Unis est également positive (58 %), devant les anciennes puissances coloniales (46 %) et la Russie (38 %) ¹⁸. Ces sondages soulignent que les Africains ne veulent pas être contraints de choisir. Ils souhaitent continuer de développer des relations fructueuses avec tous les partenaires susceptibles de coopérer avec eux et de les aider à se développer.

Ces dernières années, un certain nombre de pays du continent, et non des moindres (Kenya, République démocratique du Congo, Tanzanie, Zambie), ont cherché à rééquilibrer leurs relations extérieures et, par conséquent, à réduire dans une certaine mesure leur dépendance à l'égard de la Chine. La révision à la baisse du projet des routes de la soie, associée aux initiatives américaine (*Build Back Better World*) et européenne (*Global Gateway*) de soutien aux investissements dans les pays du Sud, les y incite. Reste à voir dans quelle mesure ce rééquilibrage se poursuivra.

Pour l'heure, on peut avancer l'idée que la Chine a instauré en Afrique une nouvelle hégémonie, non pas néocoloniale comme on l'a trop souvent prétendu, mais néo-mercantile. Cette emprise est destinée à affaiblir l'emprise du Nord sur ce continent, et plus largement l'influence de l'Occident dans les affaires mondiales. En ce sens, les successeurs de Mao ont atteint leurs objectifs.

Mais n'oublions pas que, en Afrique comme ailleurs, la République populaire reste en concurrence avec un nombre chaque jour plus élevé de pays émergents, comme l'Inde, le Brésil, la Turquie ou même le Maroc, outre les partenaires plus traditionnels qui y sont implantés depuis longtemps.

Références

¹ Il a obtenu le prix Albert-Thibaudet en 2022 pour son ouvrage *Demain la Chine : guerre ou paix ?*, Gallimard, Paris, 2021.

² Voir le dossier « L’Afrique : atouts et périls », *Questions internationales*, n° 115, septembre-octobre 2022, et la contribution d’Alice Ekman dans le présent dossier.

³ «Africa’sBiggestOfficialLender:ChinaortheWorldBank?», *The Africa Report*, 1^{er} juin 2021, www.theafricareport.com/93705/africas-biggest-official-lender-china-or-the-world-bank.

⁴ « FM on Five-Nation Africa Visit », *China Daily*, 4 janvier 2021.

⁵ La plupart des données chiffrées proviennent du site de la CARI (China Africa Research Initiative), www.sais-cari.org.

⁶ Chinese State Council, *China’s Foreign Aid*, White paper, State Council Information Office, Pékin, avril 2011 ; Chinese State Council, *China’s Foreign Aid (2014)*, White paper, State Council Information Office, Pékin, juillet 2014 ; Chinese State Council, *China’s International Development Cooperation in the New Era*, White paper, State Council Information Office, Pékin, janvier 2021. Voir aussi Jingdong Yuan, Fei Su et Xuwan Ouyang, *China’s Evolving Approach to Foreign Aid*, SIPRI Policy Paper 62, mai 2022.

⁷ OCDE, « ODA Levels in 2021 – Preliminary Data. Detailed Summary Note », OCDE, Paris, 12 avril 2022, <https://search.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/development-finance-standards/ODA-2021-summary.pdf>.

⁸ *China’s International Development Cooperation in the New Era*, *op. cit.*

⁹ American Enterprise Institute, www.aei.org/china-global-investment-tracker.

¹⁰ Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, « China and Africa: Strengthening Friendship, Solidarity and Cooperation for a New Era of Common Development », 19 août 2022, www.fmprc.gov.cn/eng/zxxx_662805/202208/t20220819_10745617.html.

¹¹ Kevin Acker, Deborah Brautigam, Yugan Huang, « Debt Relief with Chinese Characteristics », *Policy Brief*, n° 46, China Africa Research Initiative, Johns Hopkins School of Advanced International Studies, 2020, <https://static1.squarespace.com/static/5652847de4b033f56d2bdc29/t/606722cf-d446556b949e39be/1617371855759/PB+46+--+Acker%2C+Brautigam%2C+Huang+--+Debt+Relief.pdf> ; *South China Morning Post*, 25 août 2022, p. A7.

¹² Neil Thomas, « Far More World Leaders Visit China than America », *The Interpreter*, Lowy Institute, 28 juillet 2021, www.lowyinstitute.org/the-interpreter/far-more-world-leaders-visit-china-america.

¹³ Jean-Pierre Cabestan, « Party-to-Party Relations and Political Training », in Nadège Rolland (dir.), *Political Frontlines. China's Pursuit of Influence in Africa*, National Bureau of Asian Research, NRB Special Report 100, juin 2022, p. 25-38.

¹⁴ N. Rolland, *Political Frontlines. China's Pursuit of Influence in Africa*, *op. cit.*

¹⁵ Voir notre article « China's Response to the 2014-2016 Ebola Crisis: Enhancing Africa's soft security under Sino-US competition », *China Information*, vol. 35, n° 1, 2021, p. 3-24.

¹⁶ Voir notre article « China's Military Base in Djibouti: A micro-cosm of China's growing competition with the United States and new bipolarity », *Journal of Contemporary China*, vol. 29, n° 125, septembre 2020, p. 731-747.

¹⁷ Luke Encarnation, « Assessing the Impact of Chinese Arms in Africa », *Georgetown Security Studies Review*, Georgetown University, 20 avril 2021, <https://georgetownsecuritystudiesreview.org/2021/04/20/assessing-the-impact-of-chinese-arms-in-africa>.

¹⁸ Thomas P. Sheehy, Joseph Asunka, « Countering China on the Continent: A look at African views », United States Institute of Peace, 23 juin 2021, www.usip.org/publications/2021/06/countering-china-continent-look-african-views.